

Pour le primat de l'économique et du social sur le militaire, par Marceau Pivert

Intervention de Marceau Pivert à la Conférence nationale d'information de la SFIO des 29 et 30 janvier 1949.

Camarades, nous avons écouté avec beaucoup d'attention les rapports qui ont été apportés ici par les camarades délégués au gouvernement et nous avons un peu l'impression que la part réservée à l'écho des militants pouvait être réduite par l'ampleur même de ces exposés. Nous ne regrettons pas cependant qu'ils aient été très amples car ils ont posé des problèmes du point de vue de notre stratégie socialiste, qui sont peut-être les plus importants, les plus neufs que des assemblées socialistes aient eu à résoudre.

Dans le discours de Ramadier et dans le discours de Jules Moch, il y a au fond un substratum des positions théoriques fondamentales.

C'est sur ces points que je voudrais apporter l'opinion des militants de la fédération, qui ont d'abord été préoccupés par le sens même de la consultation du Parti.

Nous sommes en effet dans une succession de consultations, et je veux rappeler qu'en ce qui nous concerne, tout au moins, le dernier Conseil national avait presque le caractère d'un ultimatum. Nous avons consenti à rédiger le plus modestement possible, un minimum de revendications et nous avons loyalement, patiemment, attendu des résultats.

Nous sommes aujourd'hui encore disposés à patienter dans des limites raisonnables, mais nous sommes très proches, camarades, de l'échéance.

Il faut tout de même faire un bilan et, dès maintenant, je puis bien vous dire que beaucoup de militants ont leur opinion faite et qu'elle n'est pas favorable à la poursuite de ce genre de politique.

Nous avons eu le sentiment, en écoutant nos camarades ministres, qu'il y avait peut-être un danger, que notre devoir d'amitié était de leur signaler. Il nous semble qu'ils prennent peut-être un peu trop l'habitude de considérer qu'ils sont installés dans une période de l'histoire et qu'ils règlent les problèmes vraiment comme si tout était stable autour d'eux et que les grands bouleversements n'étaient pas encore possibles.

Il y a un danger d'adaptation à la fonction que l'on remplit. Ici, je veux éviter un malentendu.

Dans une première catégorie de problèmes, nous sommes d'accord sur la nécessité tactique de faire des sacrifices, nous l'avons dit, nous avons expliqué pourquoi. Mais nous voulons immédiatement préciser que nous ne confondons pas ces nécessités tactiques temporaires, circonstancielles, avec une position fondamentale et permanente.

Trop souvent, dans certains aspects des interventions, nous avons cru qu'il s'agissait d'une position permanente. Et, pour éviter demain des désaccords, je dis dès maintenant qu'une partie considérable de la politique dont nous analysons le bilan n'est pas la nôtre, que nous ne sommes pas d'accord avec un grand nombre des caractéristiques de la politique actuelle, nous consentons des sacrifices, mais nous allons préciser dès maintenant dans quelles limites.

Le principal danger, camarades, est que nous ne sommes pas compris quelquefois par nos militants, mais très souvent encore, par des militants qui ne sont pas sous l'influence stalinienne, qui sont dans la classe ouvrière. C'est pourquoi, si nous sommes actuellement dans une zone, que je dirai zone limite, parce que nous sentons très bien qu'il y a une expérience loyalement conduite, pour essayer de s'accrocher à un pallier de stabilisation, pour essayer de bloquer l'inflation, il ne faut pas imaginer que nous puissions longtemps encore continuer des sacrifices qui nous éloigneraient de la base fondamentale sur laquelle nous pouvons établir notre puissance politique.

Comme on s'en doute, je veux signaler ce danger.

Le Parti Socialiste a rendu dès maintenant des services inestimables à la défense des libertés démocratiques. Nous considérons même qu'on ne les a pas fait monnayer suffisamment, que le Parti Socialiste n'a pas tiré suffisamment pour la classe qu'il représente, de résultats positifs du fait qu'il a sauvé littéralement les institutions démocratiques.

C'est sur ce point précis que je veux donner un son de cloche peut-être un peu différent de ce qui a été tout à l'heure l'expression d'un optimisme un peu trop officiel.

J'ai là sous les yeux le protocole d'accord qui a été remis au Président du Conseil :

– Sur les prix : on demandait une baisse de certains produits essentiels, comme la viande. Je ne nie pas qu'il y a eu un effort, comme le vin, l'effort n'est pas satisfaisant, et nous ne savons pas encore si on obtiendra vraiment, quelque chose de notable, au mois d'avril.

– Pour les textiles et les chaussures : baisse autoritaire camarades, je vous en prie, résultant : néant.

Et je dirais presque, étant donné que l'exemple a été particulièrement mis en évidence, qu'il y a des leçons à tirer de ce fait, que le cuir brut est passé de l'indice 6 en mai 1948, quand on l'a libéré, à l'indice de 45 en janvier 1949.

Il y a là une hausse de 300% de mai à juin et par conséquent, il faut savoir si vraiment les gens que l'on connaît, qui ne sont pas très nombreux, qui ont empoché les fortunes par cette spéculation scandaleuse, ont été traités aussi durement que certains destructeurs de notre patrimoine national. Vous savez, camarades, la prison, les tribunaux, c'est une méthode qui ne doit pas être très familière dans nos habitudes socialistes, nous préférons de beaucoup d'autres méthodes, mais on nous oblige, étant donné les circonstances à employer. On ne peut que difficilement faire avaler à la classe ouvrière ces méthodes et que si on rend vraiment d'une façon égale les mêmes répressions sur les grands profiteurs de la société actuelle.

(Applaudissements)

Malheureusement, nous n'avons pas satisfaction sur ce point.

Autre aspect de ce problème du cuir, qui retentit lourdement dans les budgets des familles ouvrières qui doivent acheter des chaussures ou faire faire des ressemelages. On constate qu'en 1939, il n'y avait que 1 500 fabriques de chaussures, en 1948 il y en a 3 200.

L'état de guerre a donc donné à cette corporation comme à d'autres, l'occasion de revenir en arrière, à une sorte de petit artisanat, de multiplication des moyens de fabrication, alors que la société moderne veut la planification, la concentration et l'abaissement du prix de revient par la production de masse.

Il faut tirer des conclusions de tout cela dans le domaine de l'organisation.

Je veux tout de suite préciser le sens du bilan que je fais.

Il faut reconnaître que sauf tel ou tel petit détail, entre le Comité directeur et le groupe parlementaire, les relations ont été excellentes, l'accord se fait d'une manière très facile. Entre le Comité directeur et les ministres, même, il y a, là aussi, eu quelques petits désaccords peut-être, mais je ne veux pas les grossir, et il faut reconnaître que l'on cherche à travailler ensemble.

Le Parti a fait sur ce point des progrès. Il nous appartient de le souligner.

Mais, camarades, cela fait ressortir en même temps que les résultats que nous sommes heureux de constater ont été obtenus pour la vie intérieure et l'efficacité du Parti. Tout le Parti a fait ce qu'il a pu. Et je continue :

– Détermination des industries et des entreprises essentielles pour la reconstruction et l'exportation, aide à ces industries dans la répartition des matières premières et du crédit, restriction du crédit pour toutes les autres activités.

Oui, mais la partie constructive : zéro, il n'y a rien. Il y a restriction du crédit, c'est un phénomène qui pèse sur les prix, c'est à reconnaître.

– Législation contre les abus des cartels et des ententes professionnelles.

Je rappelle le cuir.

– Généralisation de la marge en valeur absolue et d'une marge globale.

Ensuite, il y a :

– Aide aux coopératives : je n'ai pas entendu parler d'une aide vraiment massive et consistante.

En ce qui concerne la législation nouvelle de la hausse illicite, je ne trouve pas le résultat de la baisse des prix.

– Lutte accrue contre les trafiquants : il y a eu quelques procès, fermetures administratives et confiscations administratives des fonds de commerce. Je ne crois pas que cela vaille la peine d'en parler. Je trouve, en face de cette rubrique, peu d'initiatives et peu de résultats.

– Association des organisations syndicales et des représentants de consommateurs au contrôle des prix : ce n'est pas fait.

– Répression des grèves de l'impôt : je n'en ai pas entendu parler ! D'ailleurs il est possible qu'il n'y ait pas eu de provocations à ce sujet.

– Application de la loi sur les entreprises de presse collaboratrices : de nouveaux exemples de déceptions sont à signaler.

– Lutte contre l’inflation, limitation des dépenses militaires : eh bien, il y a eu un effort.

– Réorganisation administrative tendant à simplifier le fonctionnement des organismes d’Etat, y compris des industries nationalisées.

Ici, il faut dire quelques mots, car ce n’est pas du tout ce que nous attendions.

Le projet de loi gouvernemental qui est maintenant déposé, sur lequel j’ai demandé hier des précisions à Pineau, soulève au contraire des critiques extrêmement vives.

Il s’agit de savoir si oui ou non on va démolir la loi sur les nationalisations.

Je vous en prie, camarades, c’est au contenu de ce projet de loi, qui sort comme cela, que l’on peut mesurer la tendance générale, et nous n’avons pas là, dans ce dépôt du projet de loi du gouvernement, la preuve d’une influence montante du Socialisme, mais au contraire la preuve au retour cynique des tentatives plus ou moins masquées pour réintroduire les représentants des grands trusts et du capitalisme à l’intérieur même des secteurs nationalisés.

(Applaudissements)

Voilà le danger,

– Réforme fiscale en vue d’assurer non seulement l’équilibre du budget, mais un transfert de pouvoir d’achat au profit des classes les plus déshéritées : transfert de pouvoir d’achat, inutile d’analyser la réforme fiscale.

– Simplification des impôts et modification de l’assiette fiscale, unification des administrations fiscales, accroissement du pouvoir de contrôle.

Tout cela, camarades, est une caricature de la réforme fiscale par rapport à ce que nous demandions avant le 15 décembre.

Il y a par conséquent échec. Il faut avoir le courage de le reconnaître et on ne reparlera de la réforme fiscale qu'un peu plus tard et la fraude fiscale est encore florissante.

– Accroissement de l'aide aux économiquement faibles.

Est-ce que, sur ce paragraphe, vous avez quelque chose de positif à nous apporter ? Rien.

– Paix en Indochine.

Alors ici... Extension de la sécurité sociale en Algérie, etc. Suivent les problèmes qui terminaient notre protocole.

Il y a évidemment encore une fois, dans une deuxième catégorie de questions, la manifestation de la bonne volonté, de l'activité, de l'initiative même du Parti. La critique que nous apportons en ce moment, c'est une critique qui porte sur la nature des choses, en vue de déterminer une stratégie meilleure du Socialisme et ce n'est pas du tout une critique de telle ou telle tendance, de telle ou telle personnalité, contre tel ou tel nom. Nous cherchons à nous comprendre entre nous. Je crois que nous y réussissons mieux depuis quelques mois, mais nous cherchons surtout à comprendre mieux la nature des problèmes qui sont posés autour de nous.

C'est en cela que nous avons raison de faire des sacrifices aux libertés démocratiques, car il est bien évident que, si depuis six mois, il y avait de Gaulle ou les Staliniens au pouvoir, toute notre activité intellectuelle et physique même, serait consacrée à une lutte clandestine, à une résistance d'une autre forme qui ne nous permettrait pas d'affronter les problèmes de notre époque avec la liberté d'esprit que nous avons maintenant.

(Applaudissements)

Donc, nous sommes d'accord pour faire encore dans des limites très restreintes, des sacrifices aux libertés démocratiques, mais à condition de les utiliser pour nous et pas de les utiliser pour le retour du capitalisme. Je signale un tout petit exemple. Il y a une grande crise dans les houillères, mais en dépit de cela, la puissance même et la vitalité des forces productives dans ce pays est telle, que sur le secteur décisif de l'industrie, la production de l'acier, alors qu'on produit sait 518 000 tonnes d'acier par mois, en 1936, puis 479 000 tonnes par mois en 1947 a atteint ces mois derniers, en décembre, 712 000 tonnes.

Eh bien, camarades, voilà la preuve que nous avons le moyen de faire, sur les prix un certain nombre de pressions. Car, comment pouvez-vous expliquer que le prix de l'acier ayant été fixé, déterminé par

voie autoritaire, quand la production était de 400 000 tonnes, lorsqu'elle passe à 712 000 tonnes, comment pouvez-vous oublier que les frais généraux étant répartis sur une somme de production presque deux fois plus grande, le bénéfice formidable qui est fait soit tout entier confisqué par le grand capitalisme de la sidérurgie et que le prix de la tonne d'acier ne soit pas diminué, en fonction même de l'augmentation de la production, et il y a même des subventions ?

En tous cas, dans le prix de l'acier de cette époque, il y avait un coefficient qui consistait à faire financer par le consommateur la récupération et la modernisation des usines de sidérurgie.

C'est-à-dire, lorsqu'il faut faire appel à l'extérieur, cette industrie de base fait appel aux consommateurs ou à l'Etat mais, quand il s'agit d'augmenter sa production, elle empêche tous les bénéfices.

Eh bien, camarades, est-ce qu'on s'engage dans la voie du contrôle de ce secteur décisif pour revendiquer la nationalisation de la sidérurgie ? Est-ce qu'on maintient le blocage du prix de la tonne d'acier et même est-ce qu'on oblige à descendre le prix de la tonne d'acier ? Non. On vient de libérer le prix de la tonne d'acier.

Par conséquent, là aussi, tendance générale extrêmement grave qui tourne le dos à nos perspectives d'organisation de l'économie et surtout dans les secteurs décisifs.

Sans doute, nous avons en France des problèmes particuliers à la distribution. Sans doute, nous pouvons constater qu'un effort, même s'il était beaucoup plus intense, pourrait donner le moyen de faire baser sur la consommation la chute des prix, quand on observe la production dans le domaine alimentaire agricole.

Cependant, même là – et c'est un problème dont je veux faire allusion -, ne nous leurrions pas. Les camarades des commissions économiques ont étudié ce problème et signalent que certes, un appareil de constitution en France absorbe 22% de la population active productrice dans notre pays. Aux Etats-Unis, 13%, en Suisse, 10%, en Allemagne 9%. Il y a donc une véritable réforme de structure en ce qui concerne la distribution, mais quand on examine le problème global, la compression des marges dans ce système de distribution, on se rend compte que même si on obtenait ce qu'on doit tendre à obtenir, la réforme de structure par la liaison directe entre les coopératives de production et les coopératives de distribution, on ne toucherait guère qu'à 2 et 3% des prix, en somme un résultat qui compterait mais qui ne touche pas au fond. Le fond des choses, c'est que la société capitaliste est en train de se remettre sur pied et qu'elle ne se remet sur pied que parce qu'elle a actuellement une double source de moyens pour reconstituer son fonctionnement normal : d'abord un travail non payé qui est infiniment plus volumineux que dans le régime capitaliste normal, car n'oubliez pas, je n'ai pas parlé du prélèvement supplémentaire que constitue la loi sur les loyers pour les budgets pauvres, mais je veux simplement citer ce chiffre : dans un budget ouvrier moyen, il manque en réalité, par rapport au minimum vital, de 2 000 à 3 000 francs chaque mois, et c'est parce

que ces 2 000 à 3 000 francs chaque mois manquent dans la bourse du salarié qu'il y a actuellement possibilité pendant des mois et des mois – ce sont les salariés qui permettent les réinvestissements – que le capitalisme fonctionne maintenant parce que d'une part la classe ouvrière est écrasée, et d'autre part le capitalisme extérieur apporte des sources dont il a besoin.

(Applaudissements)

Cela pose le problème fondamental de la transformation de structure, car si vous vous imaginez – et je parle très sérieusement des problèmes extrêmement importants que notre camarade Jules Moch évoquait il y a quelques instants à la tribune – de rétablir l'autorité de l'Etat sans tenir compte du contenu social et politique de cet Etat, si vous vous imaginez que la classe capitaliste en France a le sentiment d'être dépossédée et veut vraiment montrer son pouvoir, alors vous vous trompez lourdement car il y a dès maintenant une volonté d'agression, une volonté systématique dans les classes qui sont du côté de de Gaulle et qui elles trouveront le moyen de financer même s'ils sabotent l'emprunt actuellement.

Il faut justement suivre de très près le résultat de ce qui va se passer pour l'emprunt. Ce seront peut-être les petites classes moyennes qui vont faire un effort. Le grand capitalisme va-t-il le faire ? Il se réserve la spéculation sur l'or. Mais en tout cas il est bien certain que nous aurons quelque chose à constater le 27 février quand nous verrons le résultat de cette bonne volonté des classes dominantes pour faire marcher leur propre système. Je dis qu'elles veulent à tout prix se débarrasser du Parti Socialiste, qu'elles feront tout pour cela, mais qu'elles ne le feront qu'au moment où il aura lui-même détruit ses bases populaires et préparé, peut-être transformant de l'autorité de l'Etat, les moyens de dictature que la bourgeoisie préfère évidemment à la démocratie.

(Applaudissements)

C'est grave, cela, camarades ! Parce que naturellement, nous nous réjouissons quand nous voyons notre camarade Jules Moch avoir fait l'effort d'organisation qu'il a fait. S'il était président du Conseil socialiste il dirait : « *Bravo, continuez* », mais nous savons que derrière cela peuvent venir d'autres, lorsqu'ils justifient la nécessité de ne pas permettre à nos policiers de faire la grève. Si nous sommes au pouvoir, si c'est le Parti Socialiste qui n'a pas d'autres éléments de donner satisfaction aux ouvriers quelle que soit leur classe, autres que de les lancer dans un mouvement de grève, mais si c'est autre chose, est-ce que les policiers qui ont fait la grève au moment de la libération à la cité sont-ils à condamner ?

Y a-t-il un coup d'Etat gaulliste qui ne permettrait pas justement de faire mobiliser toutes les forces de résistance ? Même par la grève et même pour des policiers ? Qu'est-ce que c'est que cette loi ? Elle montre que nous avons un optimisme particulièrement dangereux sur la perspective politique et que nous avons peut-être mal calculé les dangers qui nous environnent de toutes parts.

En tout cas, la conclusion de ce premier aspect de l'examen, est celle-ci : nous sommes d'accord sur la tactique, nous avons fait tout ce que nous pouvons, nous constatons que notre propre classe n'est pas satisfaite. Va-t-on pouvoir continuer longtemps comme cela ? On ne pourra pas continuer sans des dangers très graves car les Socialistes n'apportent pas des solutions dans les problèmes fondamentaux, alors les ouvriers désespérés se jetteront dans les formes totalitaires et c'est nous-mêmes qui serons balayés, même par des ouvriers pour avoir raté l'occasion de faire des transformations démocratiques de la structure sociale.

Il faut dire cela à nos alliés parce qu'ils sont intéressés, eux, qui sont vraiment pour la défense des libertés. Il faut qu'ils fassent eux aussi des sacrifices. Il faut qu'ils prouvent qu'ils iront plus loin dans les solutions socialistes et il faut que notre Parti soit à la tête des grandes perspectives, et ici je rends hommage aux camarades qui ont travaillé, des grandes perspectives de structure à transformer.

Ce n'est plus seulement dans le cadre de la bourgeoisie libérale et nationale, c'est dans le cadre de l'Europe elle-même qu'il faut le faire, et par conséquent, le Parti Socialiste peut lancer ses perspectives. Mais est-ce qu'il sait ce qu'il veut ? Il n'est pas seulement en Europe et il peut alors attendre même au point de vue de la politique intérieure qu'une modification du rapport de forces lui permette de s'engager dans une véritable trace de transformation économique et politique de la structure européenne.

En fait, c'est le libéralisme qui cherche à revenir, et nous avons à bien faire attention aux deux phases qui sont actuellement, dans chaque problème, constamment mêlées.

Il y a une phase artisanale, féodaliste, nationale, étriquée du vieux capitalisme qui est dépassé et qui essaie de revivre. Et, au contraire, il y a une phase d'adaptation du grand capitalisme qui est prêt lui aussi à faire l'Europe – je vais en parler dans un instant – mais qui balaye toutes les frontières pour s'affronter aux problèmes de grandes compétitions internationales du partage du monde.

Quand nous voyons le grand capitalisme se lancer dans cette direction, nous pouvons nous trouver côte-à-côte, de même que dans la résistance on s'est trouvé à côté des adversaires politiques parce qu'on luttait contre l'ennemi. Nous luttons contre l'ennemi qui est le phénomène de nationalisme étroit qui s'oppose au grand développement des perspectives économiques, mais nous ne devons jamais oublier que lui lutte pour ses objectifs et nous pour les nôtres.

Par conséquent, nos actions mêmes doivent être constamment contrôlées et nous sommes côte-à-côte contre des ennemis qui veulent empêcher de casser la transformation de structure, mais nous voulons un véritable renversement de la domination du capitalisme, et pas seulement une adaptation du capitalisme à une ère économique ou géographique plus grande.

Le régime se rétablit donc lentement mais n'oubliez pas qu'il ne se rétablira sur les sacrifices de la classe ouvrière que pour jeter la classe ouvrière dans un autre péril qui sera, après une période plus ou moins longue de défaillance des prix, d'effondrement des prix, le chômage et les cortèges que nous avons vus autrefois, et par conséquent, nous raterons la possibilité d'intervention si, au moment même où ce redressement dans la courbe économique se présente à nous, nous ne sommes pas là avec toutes nos forces pour dire : « *Maintenant, organisons* » et nous adressons aux producteurs qui ne nous entendaient pas dans les périodes de pénurie, nous devons leur apporter des solutions socialistes pour qu'ils nous aident à protéger eux-mêmes leur prix normal de leurs produits, comme nous l'avons fait pour le lait, pour la viande, pour le blé, de façon à ce que le régime nous serve de point d'appui pour faire avancer les solutions socialistes.

Camarades, sur les autres problèmes, ce sera dans une deuxième partie très rapide que je les traiterai, car je me rallie entièrement à ce qu'a dit Rosenfeld au nom de l'unanimité du Comité directeur.

Nous sommes particulièrement irrités de voir à quel point on a mené en bateau le Parti Socialiste, on s'est moqué des engagements pris à son égard en ce qui concerne la guerre d'Indochine, il y a des mois et des mois, on avait des promesses et on nous a trahis. J'étais moi-même tellement irrité l'autre jour que j'ai demandé au Comité directeur une interpellation immédiate pour que le gouvernement donne son avis sur ce qu'il veut faire en Indochine. Je me suis rallié à la proposition de la lettre. Elle est un document qui comptera car les éléments vont vite en Asie.

Par conséquent, camarades, là aussi je ne vois pas beaucoup l'intérêt que nous pourrions avoir à sacrifier le drapeau du Socialisme international, le drapeau de la liberté des peuples, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à des combinaisons gouvernementales qui actuellement nous empêchent d'apparaître à nos camarades de tous les autres pays qui regardent vers le Socialisme occidental et qui ne trouvent que des gouvernements de coalition qui envoient des parachutistes dans une république indonésienne, ou ceux qui laissent assassiner le militant et le peuple vietnamien au service d'une cause qui est perdue d'avance puisque c'est celle du rétablissement d'un ancien empereur et surtout des intérêts colonialistes des marchands de caoutchouc ou de riz qui ont évidemment là-bas des intérêts à défendre, mais ces intérêts ne correspondent pas aux intérêts du peuple français.

(Applaudissements)

C'est une simple observation que je livre à mes camarades du Comité directeur, je souhaiterais que le Parti mette plus d'orgueil à publier ses positions politiques même si cela gêne le gouvernement. Jules Moch disait tout à l'heure : « *Le Parti doit vivre sa vie* », il ne doit pas subordonner son activité ou laisser croire qu'il est d'accord avec des crimes comme ceux-là et je regrette particulièrement cette absence de spontanéité qui rendrait au Socialisme français le prestige et l'efficacité de beaucoup d'autres partis socialistes qui seraient heureux de lui voir acquérir.

Il y a par exemple une accusation contre le Président du Conseil de Hollande devant un tribunal criminel de guerre, condamnée à l'ONU. Quand il y a une agression comme celle-là, il faudrait que le Parti Socialiste envoie des télégrammes disant : « *Nous nous dressons contre cela* » ; il faudrait que notre gouvernement à l'ONU ne combine pas dans les couloirs pour laisser faire cela et se rallier à une politique d'encouragement parce que lui-même a les mains liées en Indochine.

Il faut être aux coté des peuples qui se battent pour les libertés, donc socialistes, et il faut traduire la volonté de nos camarades de la fédération socialiste d'Indochine, où un Congrès récent a eu lieu où Vietnamiens et Français ont demandé avec insistance l'armistice et le commencement des négociations.

Le Parti a fait ce qu'il a pu. Dans le premier cas il y avait une tactique qui sacrifie, non pas à cœur joie, mais qui sacrifie des intérêts ouvriers. Nous l'avons acceptée et nous disons : « *Cette tactique ne nous a pas assez rapporté pour qu'on continue.* » Je dis que le Parti a fait tout pour l'Indochine et il n'a rien obtenu et c'est une raison supplémentaire pour qu'on ne continue pas à sacrifier le véritable intérêt du Socialisme international, car il n'y a pas de Socialisme dans un seul pays et c'est ici que je voudrais aborder les derniers problèmes qui sont en effet ceux, peut-être, qui dominent tous nos débats.

Au moment même où nous parlons se crée dans la pratique la véritable troisième force internationale. J'ai là la lettre de mon ami qui est président du Congrès du Parti Socialiste hindou. Une élection vient d'avoir lieu à Bombay. Il y a des meetings qui réunissent 100 000 personnes et le Parti Socialiste vient d'avoir un triomphe aux élections partielles. Ces camarades avec Néron (?) comme président du Congrès n'ont pas attendu pour prendre position. Ils sont solidaires de tous les peuples opprimés, ils ont tout d'abord interdit leurs aérodromes à tous les avions hollandais qui étaient en guerre avec leurs frères d'Indonésie et les dockers ont bloqué leurs navires dans les ports. Voilà l'avenir du Socialisme.

Où sommes-nous ? Nous sommes aux côtés de ces camarades. Qui le sait ? Personne n'en sait rien. Je souhaiterais que des manifestations de solidarité partent constamment, que nous soyons constamment prêts au combat pour marquer notre volonté entière, même si cela doit causer quelques désagréments à M. Coste-Floret. Il y a tout de même des limites qu'il ne faut pas dépasser.

Je demande au Parti qu'il fasse connaître quand il est d'accord dans l'intérêt même du développement de l'œuvre socialiste.

J'en viens à la politique internationale du Parti proprement dite. On pourrait dire : « *Nous sommes tous d'accord aussi.* » Je me permets de demander quelques précisions. Il y a quelques confusions, je suis persuadé que c'est en tout cas un sujet que les camarades devront piocher, sur lequel ils devront réfléchir, et peut-être le prochain Congrès national devra prendre aussi à cœur de clarifier cela, car ce que je veux dire ici à mes yeux est très clair.

Je dis qu'il n'est pas possible de poursuivre à la fois deux tâches historiques, celle de l'alliance militaire dans le pacte atlantique, et celle de la création d'une Europe indépendante, c'est une autre voie. Ne dites pas que c'est possible de faire les deux. Vous aurez demain le peuple allemand, et surtout l'Italie, qui ne sont pas du tout disposés à entrer, et ne pourraient même pas le faire, dans une alliance militaire car l'alliance militaire veut dire avant toute chose que nous faisons confiance à des armées pour nous protéger contre la menace d'invasion venant de l'Est. Eh bien, camarades, cela c'est une défection, cela c'est une sorte de défaitisme par rapport aux fonctions du Socialisme lui-même. S'il est prouvé que le Socialisme démocratique et international n'est pas capable, dans les années qui viennent, à travers l'Europe, où pour la première fois dans l'histoire se trouvent les bases matérielles d'une planification industrielle de première grandeur, en même temps que le respect de la justice sociale et de la démocratie, s'il est avéré qu'il ne peut pas réaliser cette œuvre indépendante de l'impérialisme qui cherche à se départager l'Europe, il n'y aura pas de Socialisme, il n'y aura plus de Socialisme. Pendant toute une période de l'histoire il y aura un champ de bataille en Europe, la destruction de l'Europe est derrière cela, des matériaux dont... disait : « *S'ils sont si pourris, comment voulez-vous qu'on puisse faire une société avec cela ?* » ; des matériaux qui sortiraient d'une terre atomique. Comment voulez-vous imaginer que cela donne une société socialiste ? La perspective de la démocratie sociale européenne, article 1 défense militaire, soit, mais en fonction de l'intégration de l'Europe.

Dans le discours de notre ami Ramadier il y a des choses extrêmement intéressantes. Il a posé ce problème, mais il l'a résolu à sa manière. Il est persuadé quant à lui que la chose qui compte d'abord, c'est l'organisation militaire.

Cependant, certains passages de son discours ont marqué une certaine hésitation doctrinale. C'est là-dessus que je veux appeler votre attention car il a dit : « *On se rend bien compte que les généraux, cela ne résout pas le problème de l'infiltration stalinienne.* » On ne peut pas lutter militairement contre une infiltration stalinienne.

Eh bien oui, camarades, il s'agit donc de savoir ce qu'on fait, c'est le problème fondamental de nos rapports avec les Socialistes allemands d'une part, avec les Socialistes anglais d'autre part, qui sont encore sur des positions, je dirais presque nationales, presque obligatoirement nationales, comme nous-mêmes nous sommes sur des positions nationales ; le problème de nos rapports avec ces deux grandes collectivités est de déterminer les moyens de faire converger les idéologies socialistes encore nationales, vers une vision commune, vers un système international où tous les Socialistes britanniques, français, allemands, parleront le même langage.

Cela n'est pas indigne de nos efforts et de nos possibilités.

Je veux simplement indiquer, c'est un écrivain remarquable, Emile Servan Schreiber, qui le montrait hier, qu'entre la révolution d'octobre et ce qui en est advenu en Russie, et entre cette véritable révolution sociale que depuis 1945 nos camarades britanniques sont en train de développer, il reste

un no man's land européen, il reste un chaos européen qui ne peut être modifié sous la forme de mouvements de structure, de transformations à la manière des Travailleurs. L'histoire du mouvement ouvrier travailliste est évidemment très différente de ce qui se passe en Russie ou dans tous les Etats satellites, du point de vue Socialisme.

Le problème d'une révolution est donc posé entre ces deux formes, et nous sommes obligés de le poser en nous appuyant sur nos camarades britanniques, en élargissant leur expérience, mais pour élargir leur expérience, il faut leur parler un langage qui coïncide avec leurs préoccupations. Car leurs préoccupations sont évidemment différentes de celles du capitalisme européen qui veut saisir l'Europe pour prendre sa revanche.

Dans un journal d'hier, la question était posée. Ce Conseil européen, est-ce qu'il permettra à l'assemblée de renverser M. Bevin ? C'est surtout cela qui intéresse les bourgeois, c'est ce qui intéresse les amis de Churchill et nous sommes d'accord avec Guy Mollet, avec nos camarades qui ont étudié ces problèmes : autant nous voulons élargir l'expérience, autant nous voulons empêcher la grande bourgeoisie européenne de se saisir de la nécessité de la planification européenne pour réduire, isoler et battre le Travailisme dans son expérience sociale.

Alors, les données de notre stratégie socialiste sont assez claires vis-à-vis de nos amis anglais, comme aussi vis-à-vis de nos camarades allemands.

Ici, je veux dire quelle est l'origine d'une petite discordance, ou, si vous le voulez, d'une petite inquiétude. Car je suis tellement persuadé que c'est du succès de cette synthèse dans la marche même où nous devons forger notre théorie en marchant, sans attendre qu'on nous l'apporte de l'extérieur, sans pouvoir assimiler notre propre expérience européenne à celle de nos camarades britanniques, c'est par le succès de cette stratégie que nous ferons la preuve que nous sommes supérieurs à nos adversaires capitalistes et totalitaires.

Si nous réussissons à construire mieux qu'eux, nous aurons sauvé les libertés contre le totalitarisme, et nous aurons permis au Socialisme de s'organiser d'une manière définitive sur une région importante du globe. Par conséquent, si nous ne réussissons pas – c'est ici que je reviens au début de notre discours – les germes de totalitarisme réapparaîtraient dans tous les pays et même nos camarades anglais risqueraient d'être en mauvaise posture, si l'Europe tout entière redevenait totalitaire, vous le sentez bien.

Alors, l'objectif, c'est la transformation de fond en comble de la structure économique de l'Europe, pour la planifier et pour cela, c'est la mobilisation de tous les travailleurs et de tous les techniciens qui doivent être appelés à contrôler eux-mêmes les industries clefs.

C'est sous cet angle que j'ai fait des observations en ce qui concerne nos nationalisations, car c'est du même point de vue que syndicalistes et Socialistes – et je dirais presque Socialistes démocratiques car évidemment, les Staliniens ne se posent pas ce problème, ils ne font pas du Socialisme, ils font de la planification totalitaire, ils envoient leurs ingénieurs, leurs plans aux usines de Prague ou d'ailleurs et ils font exécuter sans demander l'avis de personne, ils font exécuter – se placent.

Est-ce cela que l'on veut faire chez nous ? Est-ce cet Etat-là que l'on veut, ou bien un Etat totalitaire qui aurait une nature différente, capitaliste, qui ferait ces transformations ? Non, camarades.

On n'économisera pas l'expérience même de la classe ouvrière. Il faut qu'elle fasse cette expérience, et voilà justement pourquoi, en ce qui concerne les progrès accomplis en ce qui concerne la Ruhr, je fais des réserves. Je considère comme étant une seule étape ce progrès énorme qui consiste à créer une autorité internationale pour la Ruhr. Et quelle autorité internationale ? Est-ce qu'elle est socialiste ou bien est-ce qu'elle est dominée par l'impérialiste américain ?

Camarades, vous ne pouvez pas passer à côté de cette question, car la classe ouvrière allemande la posera. Le million d'ouvriers syndiqués de la région de la Ruhr attend justement cette réponse du gouvernement socialiste international. Nous constatons, en effet, qu'il y a là des arguments qui, quelquefois, sont exposés dans notre journal sous un angle qui ne nous plaît pas beaucoup, mais qui a un caractère purement nationaliste d'un peuple qui fait des reproches à un autre, alors que ce qui nous intéresse, c'est de trouver un langage que des ouvriers, allemands, français ou anglais acceptent comme leur.

Les quatre objectifs des décisions qui seront prises sur la Ruhr, des décisions les plus importantes, sont stratégiques, camarades. Ce sera l'autorité militaire américaine qui décidera, et par conséquent je vois que la représentation de l'Allemagne même, c'est-à-dire article 9 C des accords de l'Europe, sera soumise préalablement à l'accord avec l'Amérique. C'est-à-dire que même pour défendre les intérêts légitimes des ouvriers allemands socialistes et syndicalistes, il faudra soumettre au veto américain, qui a sur la Ruhr des intérêts de caractère stratégique et militaire.

Or, autant nous sommes disposés à demander le contrôle des constructions militaires par les Américains, et même par les Russes – cela nous est égal s'ils nous accordent en contrepartie de contrôler aussi ce qui se passe de l'autre côté, en Silésie... (applaudissements)... -, autant nous n'acceptons pas que sur la production même, ce soit les autorités militaires capitalistes et impérialistes qui viennent empêcher nos camarades allemands de se socialiser, pour introduire leur secteur socialisé dans le grand service public de l'Europe.

Et voilà la solution à laquelle j'arrive en conclusion : c'est qu'en effet, la solution que je propose dans les négociations avec nos camarades anglais comme avec nos camarades allemands est la suivante : il y a actuellement un danger terrible de voir la classe ouvrière allemande isolée du Socialisme et en lutte contre le capitalisme international. Si on la laisse dans cette situation, face à face avec une

autorité internationale impérialiste et militaire, alors, les Staliniens ont gagné, car ils viendront construire le National Communisme. Ils l'ont déjà tinté de l'autre côté et ils viendront comme des sauveurs pour réintégrer l'Allemagne dans une communauté qui ne sera pas la nôtre.

Au contraire, si nous demandons à nos camarades Anglais de considérer que c'est eux qui sont les mieux placés, du point de vue prestige politique, du point de vue stabilité même de leur expérience, de considérer que leur succès même les oblige à lier le secteur des houillères, pour commencer, qui sont nationalisées ou qui demeurent dans la Ruhr, nous pouvons gagner. Car nos camarades allemands ont pris l'engagement de déposer une loi de socialisation dès qu'ils seront – et nous espérons qu'ils le seront – la majorité au gouvernement, de déposer une loi de nationalisation des industries de la Ruhr, et à ce moment-là, nous aurons une bataille de classe.

Il faut que nos camarades anglais soient prêts à dire : « Nous voulons créer le service des houillères européennes, la société européenne des charbons, avec les secteurs socialisés anglais, français et allemands. » A partir de là, nous étendrons aux industries clef, pas à pas, suivant les progrès de nos efforts dans chaque pays, cette socialisation, qui sera la base même de départ d'une Europe socialisée.

Camarades, voilà comment, après avoir eu quelques inquiétudes sur ce que nous avons vu comme des vacillements, des tâtonnements, nous sommes tous comme dans un tunnel ; on voit la lueur de très loin et on essaie de s'y diriger, de s'aider mutuellement. Telle est la solution aux propositions qui actuellement sont faites. Des Socialistes sincères se dressent en Allemagne et en France, en France et en Angleterre, et cette solution, vous ne pourrez la trouver qu'en direction du Socialisme international, et pour commencer, du Socialisme européen.

Voilà, par conséquent, les conclusions auxquelles je me permets d'aboutir, et que je me permets de livrer aux camarades afin que nous ayons tous maintenant des idées aussi logiques que possible et que nous puissions les faire passer, à travers ce magnifique mouvement socialiste pour les Etats unis d'Europe, qui commence à se développer et qui a partout, maintenant, des représentants à travers l'Europe.

Ces idées socialistes doivent d'abord ne pas être utilisées par les bourgeois capitalistes contre le Socialisme britannique.

Nous devons demander aux Socialistes britanniques de considérer la nécessité de l'expansion de leur expérience, de faire le service public européen des charbonnages, et ensuite de la sidérurgie de toute l'Europe.

L'assemblée politique, élue au suffrage universel, nous devons également la réclamer, mais en tenant compte du rapport de forces et pour y arriver, au nom de tous les Partis Socialistes européens, et non pour être utilisée par les capitalistes contre les Anglais.

Enfin, contrôle tripartite, avec des secteurs nationalisés, c'est-à-dire que les ouvriers, les techniciens eux-mêmes mettent la main à la pâte, forts de leur expérience de l'administration directe. Et c'est pourquoi, en même temps que nous défendrons les nationalisations ici, nous aiderons les camarades allemands à socialiser et nous revendiquerons la libre détermination de la classe ouvrière, non seulement sur les problèmes de l'économie, mais – c'est mon dernier mot – sur les problèmes militaires.

Car c'est un des problèmes sur lesquels il faudra revenir, il faudra choisir entre le pacte atlantique, qui postule le primat du militaire sur l'économique et social, alors que nous voulons, avant de parler de pacte atlantique, faire un effort héroïque et désespéré pour le primat de l'économique et du social sur le militaire.

Voilà notre conclusion et c'est la seule qui nous permette de répondre à la lutte pour la paix, pour l'abondance et pour la liberté !

(Applaudissements)